



PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

Rouen, le

7 JAN. 2018

DIRECTION DE LA
COORDINATION DES
POLITIQUES DE L'ETAT/
BUREAU DES PROCEDURES
PUBLIQUES

Secrétariat Co.D.E.R.S.T.

Affaire suivie par Katia LABOULAIS
Ref : 09-12/2015
Tél. 02 32 76 51,73
Fax 02 32 76 54 60
Mél. katia.laboulais@seine-maritime.gouv.fr

BORDEREAU ADRESSE A

- Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie,
- Monsieur le directeur de l'agence régionale de santé,

Objet : Arrêté préfectoral du 31 décembre 2015 pris dans le cadre de la mise en œuvre de la dérogation relative aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation exploitées par la société TARANIS DU ROUVRAY située à ST ETIENNE DU ROUVRAY.

Nature des pièces: Arrêté préfectoral du 31 décembre 2015.

Motif de l'envoi: pour information.

Observations :

La préfète,
pour la préfète et par délégation,
le directeur,


Bernard COUSIN



PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
de Haute-Normandie

Unité Territoriale Rouen Dieppe
Équipe Territoriale

Affaire suivie par Brice MOREAU
brice.moreau@developpement-durable.gouv.fr
tel. 02 32 91 97 95 - Fax 02 32 91 97 97

Arrêté du **31 DEC 2015**

relatif à la mise en œuvre, sur le site de la société TARANIS DU ROUVRAY, située à SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY de la dérogation prévue à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931

Le préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
commandeur de la Légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement et notamment l'article R. 512-31 du titre I^{er} de son livre V ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 17 janvier 2013 nommant M. Pierre Henry MACCIONI préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°15-131 du 17 décembre 2015 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu les différents arrêtés préfectoraux et récépissés autorisant et réglementant les activités exercées par la société TARANIS DU ROUVRAY et notamment l'arrêté préfectoral du 5 juin 2000 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2007 relatif au projet d'installation de moteurs à combustion ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 16 novembre 2015 ;
- Vu la délibération du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 3 décembre 2015 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 7 décembre 2015 ;

Considérant :

- que les activités exercées par la société TARANIS DU ROUVRAY sont réglementées par les dispositions des arrêtés préfectoraux du 5 juin 2000 et du 8 janvier 2007 ;
- que la société TARANIS DU ROUVRAY est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931 ;

- que l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931 prévoit de pouvoir déroger aux articles 10, 11 et 12 de l'arrêté pour les installations existantes à condition d'en avoir fait la demande avant le 1^{er} janvier 2014 ;
- que l'exploitant a introduit, pour les 32 moteurs à combustion interne au gaz, réglementés par les dispositions de l'arrêté du 8 janvier 2007, une demande en ce sens ;
- qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application à l'encontre de l'exploitant des dispositions prévues par l'article L. 512-31 du code de l'environnement afin d'acter la dérogation et les conditions permettant de bénéficier d'une telle dérogation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 - Exploitant titulaire de la dérogation

La société TARANIS DU ROUVRAY, dont le siège social se situe 16, rue Gaillon à PARIS (75002) est tenue de respecter les prescriptions définies par le présent arrêté pour l'exploitation des installations situées rue Désiré Granet à SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (76800).

Article 2 - Liste des installations concernées par les dispositions du présent arrêté

Les valeurs limites d'émission visées à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931 ne s'appliquent pas à l'installation constituée de 32 moteurs à combustion interne au gaz d'une puissance unitaire de 2,47 MW.

Article 3 - Conditions de mise en œuvre de la dérogation

L'exploitation de l'installation visée à l'article 2 du présent arrêté est limitée au maximum à dix-sept mille cinq cents heures d'exploitation entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2023 au plus tard. Une heure d'exploitation correspond à une période pendant laquelle un ou plusieurs moteurs de l'installation de combustion est en exploitation.

Les valeurs limites d'émission applicables à cette installation pendant le restant de la vie opérationnelle de l'installation de combustion pour le SO₂, les NO_x et les poussières, sont celles prévues par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2007.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées chaque année à partir du 1^{er} janvier 2016 un relevé du nombre d'heures d'exploitation de l'installation visée à l'article 1 du présent arrêté.

Les installations sont mises à l'arrêt dès lors qu'elles atteignent 17 500 heures d'exploitation et, en tout état de cause, au plus tard le 31 décembre 2023.

Au-delà de dix-sept mille cinq cents heures d'exploitation ou après le 31 décembre 2023, l'exploitation des installations est possible sous réserve d'obtenir une nouvelle autorisation du préfet qui nécessite le dépôt d'une nouvelle demande prévue à l'article R. 512-33 du code de l'environnement. Les installations sont alors considérées comme des installations nouvelles et elles sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 en fonction de la date de cette dernière autorisation.

Cessation d'activité :

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R. 512-39-1 à 3 du code de l'environnement, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement.

Article 4 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif de ROUEN :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service. Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 5 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, est affiché en mairie de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY fait connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation à la diligence de la société TARANIS DU ROUVRAY.

Le présent arrêté est également tenu à la disposition du public à la préfecture aux jours et heures ouvrables.

Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département ou tous les départements intéressés.

Article 6 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur de l'agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY et à la société TARANIS DU ROUVRAY.

Fait à ROUEN, le 31 DEC. 2015

Pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire général,



Yvan CORDIER

